

# DECLARATION A FOURNIR PAR LE CANDIDAT A UN MARCHE PUBLIC D' ACTIS passé en application de l'article 28 du CMP : MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

*En cas de candidatures groupées, ou de sous- traitance remplir une déclaration de candidat par membre du groupement et par sous-traitant*

## I-Identification de la personne publique

ACTIS, Le Polynôme, 25 avenue de Constantine, BP 2508, 38035 GRENOBLE Cédex 2  
Tél: 04 76 20 41 20, Fax: 04 76 20 41 60

## II- Identification de la nature des marchés concernés

*(à préciser par l'entreprise)*

Le candidat souhaite être invité à remettre une offre lors des mises en concurrence effectuées par ACTIS pour la réalisation des prestations suivantes :

## III- Identification du candidat

Nom ou dénomination, et adresse du siège du candidat ou du siège social :

Nom ou dénomination, et adresse du service qui exécutera la prestation.:

### 1. Numéro d'enregistrement du candidat

Forme juridique du candidat (*SA, SARL,...etc...*) :

Personne(s) ayant le pouvoir d'engager la société :

Pour le candidat établi en France, numéro et ville d'enregistrement, ( *SIREN, registre du commerce (RCS), répertoire des métiers* ) ou pour le candidat non établi en France numéro et ville d'enregistrement, pays ):

.....  
.....

**Motif de non indication d'un numéro de registre de commerce ou de répertoire des métiers**

Le candidat établi en France est une personne physique non commerçante et n'est pas soumis à l'obligation d'être inscrit au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers. Toutefois, si la profession à laquelle il appartient est réglementée, indiquer ci-dessous les références de son inscription à un ordre professionnel ou la référence de l'agrément donné par l'autorité compétente :

- La législation du pays du candidat non établi en France n'impose pas d'enregistrement dans son cas.
- Le candidat est une société constituée depuis le ..... Sa demande d'inscription est en cours auprès de l'organisme dont la dénomination et l'adresse figurent ci-dessous :
- Le candidat établi en France est une association déclarée constituée depuis le .....
- Le candidat non établi en France est une association ayant la capacité de contracter (*n° d'enregistrement s'il y a lieu*).  
déclarée constituée depuis le .....
- Le candidat est une personne publique :

## 2. Renseignements relatifs à la situation financière et à la nationalité du candidat.

### 2-A Chiffre d'affaires hors taxes global des trois dernières années ou des trois derniers exercices clos:

Exercice du ..... au .....	Exercice du ..... au .....	Exercice du ..... au .....

### 2-B Le candidat fait-il l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente?

- non     oui    *(produire la copie du jugement correspondant - accompagné d'une traduction certifiée si le candidat n'est pas établi en France)*

## 3. Droit de préférence

E1 -  Le candidat est établi en France.

1.  Société coopérative ouvrière de production (SCOP) :

Indiquer ci-contre les références du Journal officiel où est publiée la liste où figure la SCOP candidate, ou produire l'attestation du ministre du travail

2.  Artisan :

Produire l'attestation de la chambre des métiers reconnaissant la qualité d'artisan du candidat ou la liste établie par le ministère chargé de l'artisanat où figure le candidat

3.  Coopérative d'artisans :

Indiquer ci-contre les références du Journal officiel où est publiée la liste où figure le candidat.

**Indiquer vos références ici :**

4.  Société coopérative d'artistes

Indiquer ci-contre les références du Journal officiel où est publiée la liste où figure le candidat.

E2 -  Le candidat n'est pas établi en France.

(Si le candidat non établi en France est un organisme européen à statut équivalent, il bénéficie des mêmes préférences. Il produit tous les éléments de preuve relatif à son statut et notamment les références de droit qui le régissent. Il donne une traduction certifiée des textes de référence)

#### 4 . Références et Renseignements relatifs aux moyens du candidat

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années ou présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé - Les références données doivent être représentatives de la prestation objet de la consultation– échantillons, description et/ou photographies des fournitures –*joindre des références contrôlables* )
- Description des effectifs du candidat, de l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le prestataire ou l'entrepreneur dispose)

#### 5. Qualification

( La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen )

En matière de qualification, l'entreprise possède-t-elle un certificat professionnel adapté à la prestation objet de la consultation ?

Non  Oui, indiquer les références :

#### 6. Mesures relatives à la qualité

■ L'entreprise a-t-elle formalisé des mesures pour le type de prestation objet du marché dans un document écrit ?  
Si un plan qualité (au sens de la norme ISO 8402) est disponible, le préciser.

Non  Oui, décrire ce document, indiquer où et comment il peut être consulté :

■ L'entreprise possède-t-elle une certification « tierce-partie » de système qualité selon norme ISO ?

Non  Oui, indiquer les références :

- de l'organisme certificateur :

- du référentiel (NF EN ISO 9001, 9002 ou 9003) :

- du libellé du certificat délivré :

## **7. Déclarations/ Attestations sur l'honneur**

Je déclare sur l'honneur:

- ne pas faire l'objet d'une interdiction de concourir aux marchés publics, ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.
- que je n'ai pas fait ou que toute personne ayant agi sous mon couvert, présente dans mon établissement, n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.
- avoir satisfait à l'ensemble de mes obligations fiscales et sociales telles qu'elle résulte du code des marchés publics ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.

Pour les candidats employant des salariés :

J'atteste que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.143-3 et L.620-3 du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France.

***NB - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (soit auprès des tribunaux français, soit auprès des tribunaux du pays du candidat), et dont le nom et l'adresse seront indiqués.***

## **8- Signature d'une personne ayant pouvoir d'engager la personne morale candidate - Nom et qualité du signataire**

A

, le

Signature

***NB: En cas d'attribution du marché, l'entreprise retenue devra fournir ses certificats sociaux et fiscaux dans le délai de huit jours à compter de la demande du Maître d'Ouvrage***